

[Français]

LES PRATIQUES DE CRÉDIT DE LA BANQUE

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État (Finances).

[Traduction]

Hier, soir, l'émission *Venture* au réseau anglais de Radio-Canada a souligné le fait que les pratiques de prêts douteux s'étaient poursuivies en mars après l'intervention du gouvernement. Nous avons par exemple appris que la Banque Commerciale du Canada avait accordé un second prêt de 4 millions de dollars à 30 p. 100 d'intérêt à une entreprise de construction de la Nouvelle-Écosse. Nous sommes loin du secteur de l'énergie de l'Ouest canadien.

La ministre d'État aux Finances vient de nous dire que de nombreuses personnes suivaient les affaires de la banque. Pourquoi a-t-elle laissé la Banque Commerciale du Canada poursuivre ces prêts douteux qui sont à l'origine de la faillite de la banque? Pourquoi n'a-t-elle pas mis fin à ces pratiques?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, si nous avons surveillé de très près la banque durant le printemps et l'été, c'était pour nous assurer qu'elle travaillait dans l'intérêt de ce que nous avons appuyé, dans l'intérêt de l'Ouest canadien. Nous avons surveillé tous les aspects des activités de la banque au cours de ces six mois, et quand nous avons conclu qu'il fallait la fermer, nous l'avons fermée.

[Français]

LES PRÉTENDUES DISCUSSIONS AVEC LES DIRIGEANTS  
D'INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE TORONTO

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, j'aurais d'autres questions à poser, mais la semaine n'est pas terminée, on reviendra sur ces aspects de la question. Je voudrais revenir au ministre des Finances.

Tout à l'heure, le chef de l'opposition officielle a posé une question très précise, très nette, à laquelle aucun autre ministre à la Chambre ne peut répondre. Je voudrais répéter cette question que le chef de mon parti a posée.

[Traduction]

Le ministre des Finances ou quelqu'un dans son entourage personnel a-t-il appelé les dirigeants des institutions financières de Toronto en juillet ou en août pour discuter avec eux de l'éventualité d'un effondrement de la Banque Commerciale du Canada dans l'Ouest canadien? C'est une question très simple. Le ministre pourrait-il y répondre?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai lu ce genre de chose dans la presse de ce matin. J'ai vérifié à mon bureau, et je n'ai rien pu trouver qui puisse permettre de confirmer ces allégations.

LE RETRAIT DE DÉPÔTS PAR LES BANQUES À CHARTE

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, je voudrais poser, moi aussi, une question à la ministre d'État aux Finances. Savait-elle avant la fin de semaine de la Fête du

Questions orales

travail, avant que l'on annonce la fermeture de la Banque Commerciale du Canada, que cette banque devait fermer ses portes? Savait-elle que les banques canadiennes retireraient des sommes d'argent importantes de la Banque commerciale du Canada?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Oui, monsieur le Président; on savait que certaines banques retireraient leurs dépôts. Il n'est pas en mon pouvoir de les empêcher. Nous avons fait une enquête parlementaire sur tout ce qui s'est passé à propos de la BCC et la Northland. Je voudrais que ces questions soient adressées aux banquiers et aux personnes concernées.

LES SOMMES RETIRÉES

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, j'adresserai ma question supplémentaire à la même ministre. S'est-elle renseignée pour savoir quelles sommes étaient retirées par les banques canadiennes? A-t-elle réussi à savoir si ces banques étaient celles qui avaient participé à l'entente avec le gouvernement sur le renflouage de la Banque commerciale du Canada? A-t-elle vraiment insisté pour que ces banques assument leurs responsabilités et protègent les petits actionnaires?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, j'ai déjà dit à la Chambre que je n'ai pas du tout le pouvoir d'ordonner aux banques de laisser leurs dépôts ou de les prendre. Les banques étaient actionnaires de cette banque avec nous. Elles avaient intérêt à défendre leurs intérêts et ceux de la Banque commerciale du Canada.

\* \* \*

• (1440)

LES TRAVAUX PUBLICS

LA CONSTRUCTION DE LA PLACE DU CANADA À EDMONTON

**M. William G. Lesick (Edmonton-Est):** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics. Le 1<sup>er</sup> juin dernier, j'ai demandé au ministre pourquoi la construction de la Place du Canada à Edmonton avait été retardée. Deux mois et demi se sont écoulés depuis, et rien ne s'est encore fait. Le ministre peut-il me donner une date précise pour le début des travaux, et me dire pour quelle raison il a fallu attendre un an entier le démarrage de ce projet?

[Français]

**L'hon. Roch La Salle (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, je me souviens très bien d'avoir répondu à l'honorable député que j'espérais que les travaux de Place Canada à Edmonton débutent durant l'été. On comprendra, et je pense que les collègues comprendront bien l'envergure de ce projet à Edmonton, il a fallu, bien sûr, des ajustements entre la ville d'Edmonton, les Travaux publics et la compagnie responsable. Je dois aujourd'hui . . . et je suis très heureux de lui dire que, selon mes renseignements de ce matin, on m'assure que j'assisterai avec mes collègues de l'Alberta à la première pelle-tée de terre avant le 30 octobre.